



Reportage

## A Naplouse, l'armée israélienne lance la bataille du "Mall"

LE MONDE | 17.07.08 | 13h44 • Mis à jour le 17.07.08 | 13h44  
NAPLOUSE ENVOYÉ SPÉCIAL

**A**près tant d'autres, une nouvelle bataille a commencé à Naplouse, longtemps considérée par Israël comme la capitale du *"terrorisme"* en Cisjordanie. Un accord avait pourtant été conclu entre l'Autorité palestinienne et l'Etat juif à l'automne 2007 : les forces de police palestiniennes avaient été considérablement renforcées ; les combattants des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa avaient rendu leurs armes ; le calme était revenu en dépit des raids fréquents de Tsahal, qui s'est réservé un droit d'incursion nocturne.

Mais il y a quelques jours, l'armée israélienne a lancé une nouvelle offensive contre une série d'établissements soupçonnés *"d'exploiter les infrastructures civiles pour recruter du soutien en faveur des activités terroristes du Hamas"*. C'est ainsi qu'un certain nombre de perquisitions musclées ont eu lieu dans plusieurs mosquées, à la mairie, dans une station de télévision locale, dans un centre commercial. Chaque fois, des documents et des ordinateurs ont été saisis. Une école islamique a été fermée et des bus scolaires confisqués. Lors d'un autre raid nocturne, dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 juillet, au moins 24 personnes, dont des membres du Hamas, ont été arrêtées lors de rafles.

Naplouse, après Hébron au mois de mars, est la cible des autorités militaires israéliennes qui craignent que les islamistes n'utilisent les associations caritatives pour étendre leur influence et prendre le contrôle de la Cisjordanie, après avoir pris celui de la bande de Gaza il y a un an.

C'est pourquoi tout ce qui paraît être lié de près ou de loin au Mouvement de la résistance islamique est visé. Et notamment le Daawa, un organisme regroupant toutes les activités sociales ou charitables accusées d'accroître l'*"allégeance politique"* au Hamas. Y compris les boulangeries qui, comme à Hébron, ont été fermées, car susceptibles de financer les islamistes.

### CHOC IMMENSE

A Naplouse, le choc a été immense lorsque l'ordre de fermeture du "Mall" a été signifié le 9 juillet. L'armée a décidé de saisir cette galerie commerciale de quatre étages comportant 70 magasins et des bureaux officiels de l'Autorité palestinienne. La raison invoquée par les Israéliens est que la société qui chapeaute ce complexe serait proche du Hamas.

Les soldats ont condamné avec des barres de fer soudées entre elles les boutiques vides, fermé les locaux de la société, brisé les caméras de surveillance et laissé sur les vitrines l'ordre de déguerpir avant le 15 août car, à partir de cette date, l'utilisation des locaux sera passible d'une peine de cinq ans de prison.

Les lieux deviendront la propriété de Tsahal et les équipements seront confisqués, indique le décret militaire, qui précise : *"Si vous restez dans le magasin après le 15 août, vous serez considéré comme travaillant pour le Hamas."*

La décision de fermer le "Mall" a immédiatement été prise très au sérieux par l'Autorité palestinienne. Le premier ministre, Salam Fayyad, s'est rendu tout de suite sur les lieux pour dénoncer cette *"humiliation qui va entraver (nos) efforts pour rétablir l'ordre et l'autorité en Cisjordanie"*. Une délégation du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est venue sur place, lundi 14 juillet, pour prendre la mesure du *"sinistre"*, selon le mot d'Azzamal Ahmad, dirigeant du Fatah.

Le gouverneur Jamal Muheisen (Fatah) proteste contre la fermeture d'institutions *"utiles au peuple palestinien"* et dément que le "Mall" soit contrôlé par le Hamas. *"Qu'on nous le prouve !"*, s'insurge un commerçant qui s'emporte contre les dirigeants de l'OLP, demandant des actes plutôt que des belles paroles.

Quant à Yasser Abed Rabbo, proche conseiller de Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, il s'interroge sur le point de savoir *"si c'est la loi israélienne ou la loi palestinienne qui*

prévaut à Naplouse". Pour les commerçants, la réponse est claire. Ils envisagent différents types d'action "pour empêcher que le crime ne se produise", selon la formule d'Omar Al-Khayyat, propriétaire d'un restaurant et d'un café.

Que faire contre "l'emprise croissante des Israéliens, qui veulent tout régenter"? s'inquiète Nabil Mabroukeh, un autre commerçant. "L'occupation israélienne est devenue folle", s'alarme, de son côté, le journaliste israélien Gideon Levy, dans le quotidien *Haaretz*. Il qualifie d'"absurde" la politique consistant à "rendre plus pauvre et plus désespérée une population afin de combattre le Hamas". "Israël n'a-t-il rien appris de l'échec du blocus de la bande de Gaza?", s'indigne-t-il.

Le Hamas fait remarquer que ces magasins opéraient avec une licence délivrée par l'Autorité palestinienne. "Est-ce que, demain, Israël va fermer les mosquées, les écoles, les librairies, les dispensaires au prétexte que ces établissements sont contrôlés par le Hamas?", s'interroge Omar Al-Khayyat.

"Les écoles et les orphelinats du Hamas éduquent des générations dans l'esprit du djihad (guerre sainte) et de l'endoctrinement du Hamas comme valeur suprême", indique le ministère des affaires étrangères, rappelant qu'Ehoud Barak, ministre israélien de la défense, vient de bannir 36 organisations de charité qui, à travers le monde, permettraient de financer le mouvement islamiste.

**Michel Bôle-Richard**

Article paru dans l'édition du 18.07.08

---

**Le Monde.fr**

- » A la une
- » Le Desk
- » Opinions
- » Archives
- » Forums
- » Blogs
- » Examens
- » Culture
- » Economie
- » Météo
- » Carnet
- » Immobilier
- » Emploi
- » Shopping
- » Voyages
- » Progr
- » Newsl
- » RSS

Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr © Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales |